

CHRONOLOGIE DE LA CRISE FINANCIERE

2007

Date	Objet
Février	Les défauts de paiements sur les crédits hypothécaires se multiplient aux Etats-Unis
Juillet	La banque allemande IKB est en difficultés. Effondrement (le 18) de deux fonds d'investissement de la banque d'affaires Bear Stearns
Août	Les bourses chutent face aux risques de propagation de la crise La BCE injecte 94,8 milliards d'euros de liquidités et la Réserve Fédérale 24 milliards de \$. <i>BNP Paribas annonce le gel de trois de ses fonds d'investissement exposés au marché du « subprime »</i>
Septembre	<i>Richard BIERBAUM « jeune trader âgé de 26 ans » a été renvoyé pour avoir réalisé une opération de trading à l'origine d'une perte de 250 millions chez CAYLON.</i>
Octobre	UBS -1^{ère} banque Suisse- annonce une dépréciation d'actifs de 4 milliards de francs suisses (2,4 milliards d'euros) Le groupe interinstitutionnel de surveillance a publié son troisième rapport sur « le processus LAMFALUSSY »
Novembre	La Commission Européenne a publié une communication sur le réexamen de la « procédure LAMFALUSSY »

2008

Date	Objet
17 Janvier	Merril Lynch annonce 9,8 milliards de \$ de pertes au 4^{ème} trimestre 2007
22 Janvier	La FED baisse son taux directeur de ¾ de points soit 3,50 afin de rassurer les investisseurs

24 Janvier	La SG révèle la fraude d'un trader – Jérôme KERVIEL - qui lui a fait perdre 4,9 milliards d'euros.
11 Février	La SG lance une augmentation de capital de 5,5 milliards d'euros.
17 Février	<i>La banque britannique Northern Rock est nationalisée par le gouvernement</i>
16 Mars	Le géant bancaire américain J.P. MORGAN annonce le rachat de Bear Stearns pour 226 Millions de \$
8 Avril	<i>Le FMI chiffre le coût de la crise financière à environ 1000 de \$</i>
23 Mai	La Commission Européenne propose de rationaliser les Comités européens de surveillance (CERVM – CECB – CECAPP)
15 Juillet	L'euro atteint un record face au dollar à 1,6038.
31 Août	Allianz vend Dresdner Bank à Commerzbank
7 Septembre	<i>Le Trésor Américain annonce la mise sous tutelle gouvernementale de deux institutions de refinancement hypothécaire : Freddie Mac et Fannie Mac. Il garantit leur dette à hauteur de 100 milliards chacune.</i>
13 Septembre	Réunion « informelle » de l'ECOFIN à Nice : les 27 sont d'accord pour acter le passage de la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée concernant les décisions des superviseurs européens.
15 Septembre	<i>La banque d'affaires Lehman Brothers est placée sous la protection de la loi sur les faillites</i> <i>La banque of América rachète Merrill Lynch pour 44 milliards de \$</i> 10 banques internationales mettent en place un fonds de liquidités de 70 milliards de \$ pour faire face à leurs besoins les plus urgents <i>La BCE injecte 30 milliards de liquidités le 15 et 70 le 16.</i>
16 Septembre	<i>La FED et le gouvernement décident de sauver l'assureur AIG en lui apportant une aide de 85 milliards de \$ en échange de 79,9 % de son capital.</i>
18 sept	La FSA (régulateur britannique) et la SEC (USA) interdisent pour un certain temps la «vente à découvert»

19 Septembre	<i>Le Secrétaire d'Etat au Trésor Henry PAULSON propose un plan de sauvetage pour racheter les titres des banques risqués à hauteur de 700 milliards de \$ (508 milliards d'euros) (soit 5% du PIB américain).</i>
21 Septembre	La Réserve Fédérale autorise les deux derniers géants de la banque d'investissement –Goldman Sachs et Morgan Stanley- à changer de statut et à devenir des banques de dépôts.
23 Septembre	Le Parlement Européen adopte deux rapports de : Paul Nyrup RASMUSEN (socialiste danois) et de Klaus Heiner LEHNE (Conservateur allemand) sur : « la gestion alternative » et « la transparence des investisseurs institutionnels »
25 Septembre	Faillite de Washington Mutual : la plus importante Caisse d'Epargne des Etats-Unis : rachat des actifs par JP Morgan
28 Septembre	<i>En accord avec l'UE, les gouvernements du Bénélux décident d'injecter 11,2 milliards d'euros dans FORTIS.</i>
30 Septembre	La banque d'Angleterre alloue une enveloppe de 100 milliards de £ aux banques en mal de liquidités. Réunion des banquiers avec le Président de la République
1 Octobre	La 1^{ère} banque suisse –UBS- annonce une dépréciation d'actifs de 4 milliards de francs suisses (2,4 milliards d'euros) La Commission Européenne a adopté un projet de directive d'adéquation des fonds propres (est en jeu dans ce texte notamment la prise en compte dans « les fonds propres durs » ou « Tier 1 » : les titres « hybrides » (obligations convertibles, titres subordonnés ...)
2 Octobre	<i>Le Royaume Uni nationalise la banque Bradford and Bingley et cède ses meilleurs actifs au groupe espagnol SANTANDER</i> <i>En Allemagne la banque privée Hypo Real Estate échappe à la faillite grâce à un crédit de 35 milliards d'euros</i> <i>La BCE injecte 120 milliards d'euros sur le marché monétaire</i> <i>La banque DEXIA perd 28,50% en bourse : les gouvernements français, belge et luxembourgeois apportent une aide de 6,4 milliards d'euros</i> <i>Nouvelle estimation du FMI : les pertes pourraient atteindre 1400 milliards de \$.</i>
3 Octobre	<i>Le plan PAULSON réaménagé est adopté par le Congrès et promulgué par le Président américain.</i>

	<p>Ce plan comprend désormais : le relèvement du plafond d'assurance fédérale des dépôts à 250.000 \$; des allègements fiscaux en faveur des ménages et des entreprises pour 115 milliards tandis qu'au cœur du dispositif se trouve le processus de rachat des créances immobilières selon la méthode des enchères inversées.</p>
4 Octobre	<p>Sommet –pas très réussi : avec des opinions divergentes - sur la crise du « G4 » : (pays européens membres du G8) Allemagne – Royaume Uni - Italie – France.</p>
5 Octobre	<p>La BEI va dégager 30 milliards d'euros à destination des PME.</p>
6 Octobre	<p>Chute « historique » du CAC (-9%)</p>
7 Octobre	<p>Le gouvernement britannique augmente la garantie des dépôts de 35.000 à 50.000 livres Panique des bourses</p> <p><i>BNPPARIBAS débourse 14,5 milliards d'euros pour le contrôle des activités de FORTIS en Belgique et au Luxembourg ainsi que ses activités bancaires internationales.</i></p>
8 Octobre	<p><i>Baisse concertée (BCE – Banque Centrale du Canada- Banque d'Angleterre- FED – Banque de Suède – Banque Nationale de Suisse) de un demi- point. Le taux de la BCE est ainsi ramené de 4,25 à 3,75.</i></p> <p>Le gouvernement français annonce la création d'une structure pour gérer d'éventuelles participations de l'Etat dans les banques françaises en difficulté</p> <p><i>Le Premier Ministre Gordon BROWN annonce une série de mesures destinées à soutenir le système financier : ce programme comprend trois principales mesures : 1) l'injection de 200 milliards de £ afin d'améliorer les flux monétaires ; 2) une aide fournie aux banques pour lever 50 milliards de £ pour améliorer la santé à long terme du système ; 3) la fourniture de garanties jusqu'à 250 milliards de £ afin d'encourager les prêts interbancaires.</i></p>
9 Octobre	<p>Faillite de l'assureur japonais : YAMATO LIFE INSURANCE L'Islande (pays de 300.000 Habitants) nationalise ses trois banques et fait appel à la Russie pour une aide financière Le gouvernement des Pays Bas se déclare prêt à consacrer 20 milliards d'euros pour soutenir les banques.</p> <p>Jacques de LAROSIERE (ancien DG du FMI) est chargé par le Président de la Commission Européenne d'une étude sur la supervision bancaire européenne.</p>
10 Octobre	<p>« Chute historique » des Bourses à Londres, New York, Tokyo, Paris</p> <p>L'Espagne décide l'augmentation des dépôts garantis de 20.000 à 100.000 euros et la création d'un « fonds pour l'acquisition d'actifs financiers » doté de 30 milliards d'euros pouvant passer à 50.</p> <p><i>AIG va recevoir une rallonge de 37,8 milliards de \$ de liquidités supplémentaires de</i></p>

	<i>la FED.</i>
11 Octobre	<i>Le G7 adopte un plan en cinq points : a) utiliser tous les outils pour soutenir les institutions financières ; b) prendre les mesures nécessaires pour débloquer le crédit et les marchés monétaires ; c) faciliter la levée des capitaux des banques et intermédiaires financiers ; d) programmes nationaux pour garantir les dépôts ; f) relancer les marchés secondaires de la dette.</i>
12 Octobre	<p>Le Portugal ouvre une ligne de crédit de 20 milliards d'euros pour garantir la liquidité des banques.</p> <p><i>Sommet –réussi- de la zone euro : engagement pris d'agir ensemble sur tous les aspects ; approche coordonnée pour : assurer des liquidités suffisantes aux institutions financières ; faciliter le financement des banques ; apporter aux institutions financières les ressources en capital pour qu'elles continuent à financer correctement l'économie ; apporter une recapitalisation suffisante aux banques en difficulté ; assurer assez de flexibilité dans la mise en œuvre des règles comptables ; renforcer les procédures de coopération entre pays européens.</i></p>
13 Octobre	<p><i>France : Conseil des Ministres :</i></p> <p><i>- l'Etat va apporter sa garantie aux emprunts dont les banques ont besoin pour se refinancer : cette garantie s'appliquera aux emprunts contractés avant le 31.12 2009 pour une durée pouvant aller jusqu'à 5 ans : l'encours total des prêts est plafonné à 320 milliards d'euros</i></p> <p><i>- une société publique sera créée afin de fournir si nécessaire des fonds propres aux banques : le plafond de cette société est fixé à 40 milliards d'euros.</i></p>
13 Octobre	<p><i>Le gouvernement britannique annonce qu'il va recapitaliser les banques RBS ; HBOS et Llyods jusqu'à hauteur de 37 milliards de £ (46,6 milliards d'euros)</i></p> <p><i>L'Allemagne adopte un plan de 500 milliards d'euros : 400 pour un fonds de garantie (destiné à garantir jusqu'à fin 2009 les dettes sur le marché interbancaire) et une aide directe de 100 milliards.</i></p> <p>Le plan de l'Italie prévoit la conversion de 40 milliards d'euros de dettes en obligations d'Etat.</p> <p>L'IASB autorise les comptabilités à déroger à la notion de juste valeur</p> <p>La banque espagnole SANTANDER va acquérir SOVEREIGN (établissement de crédit américain)</p> <p>Après l'annonce des différents plans : remontée spectaculaire des Bourses : Nikkei : 13,04 % - Dow Jones : 11,08 % - CAC 40 : 11,18%.</p>
14 Octobre	<p>Le Trésor américain prévoit 250 Milliards de \$ en faveur des banques du pays.</p> <p>Ce nouveau « plan PAULSON modifié » permettra l'acquisition par les autorités</p>

	<p>américaines d'actions préférentielles dans neuf établissements de crédit.</p> <p>Le MEDEF et l'AFEP adoptent des « recommandations » concernant la rémunération des dirigeants. L'Assemblée Nationale puis le Sénat (le 15) adoptent le plan de soutien au secteur bancaire (les socialistes s'abstiennent – les communistes votent contre)</p>
15 Octobre	<p><i>Les 27 pays membres de l'UE approuvent le « plan de sauvetage bancaire » adopté par les pays membres de la zone euro.</i></p> <p><i>Nouvelle baisse significative des bourses (-6,82 % à Paris) : celles-ci craignent désormais la récession économique.</i></p>
16 Octobre	<p>Les britanniques semblent vouloir jouer un rôle de leader dans le traitement de la crise : annonce d'un plan de soutien au système bancaire (le 8 avant le sommet de la zone euro du 12) ; décision unilatérale de porter le ratio de fonds propres de Lloyds, TBS et RBS à 9% (le 13) ; « non paper » présenté au sommet des 27 (du 15) d'un « programme international pour le renforcement du système financier global »</p> <p><i>La BCE assouplit ses règles pour faciliter le financement des banques</i></p> <p>En Suisse un plan d'action a été présenté par la Confédération helvétique et la Banque Nationale Suisse : l'UBS obtient ainsi la possibilité de transférer jusqu'à 60 milliards de \$ d'actifs illiquides (45 milliards d'euros) à une structure de portage chargée de leur liquidation.</p> <p><i>Huit banques « mutualistes » européennes (dont le Crédit Agricole) ont conclu un accord pour se prêter mutuellement jusqu'à 15 milliards d'euros.</i></p>
17 Octobre	<p>Inquiétude –après les « subprimes »- sur le marché des cartes de crédit (également « titrisées ») aux USA.</p> <p>Des représentants des unions patronales de cinq pays (Allemagne- France – Etats - Unis- Grande Bretagne – Italie) demandent aux Etats « qu'ils renoncent à poursuivre les interventions publiques au-delà de ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances actuelles »</p>
19 Octobre	<p><i>Caisses d'Epargne : après la perte de plus de 690 Millions d'euros sur des opérations de marché (trading sur les dérivés actions) : Charles MILHAUD (Président du Directoire) – Nicolas MERINDOL (Directeur Général) et Julien CARMONA (Chargé des Finances) ont démissionné. Bernard COMOLET devient président du Directoire et Alain LEMAIRE Directeur Général.</i></p> <p>Les Pays Bas injectent 10 Milliards d'euros dans ING.</p>
20 Octobre	<p>Allemagne : le gouvernement soumet l'octroi des aides aux banques à des conditions strictes : limitation à 10 milliards d'euros par établissement ; plafonnement des salaires des dirigeants à 500 000 euros par an.</p> <p>France : le gouvernement va injecter 10,5 milliards d'euros dans le capital de six grandes banques françaises -sous forme de dettes subordonnées- en contrepartie les banques s'engagent à une progression de 3- 4 % en rythme annuel de leurs concours de crédit au financement de l'économie. La répartition de ces 10,5 milliards serait la suivante :</p>

	<p><i>Crédit Agricole (3) ; BNP PARIBAS (2,55) ; SG (1,70) ; Crédit Mutuel (1,20) – Caisses d'Epargne (1,10) – Banques populaires (0,95).</i></p> <p><i>Cette mesure aura également pour effet d'augmenter les fonds propres de chacune de ces banques de 0,5 point en moyenne.</i></p> <p><i>Par ailleurs le gouvernement a décidé de consacrer une enveloppe de 5 milliards d'euros au financement des collectivités locales.</i></p> <p>Paradis fiscaux : 20 pays occidentaux – à l'initiative de Berlin et de Paris- (mais sans les USA – la Suisse et le Luxembourg) sont réunis à Paris pour faire le point concernant la lutte contre les paradis fiscaux.</p>
21 Octobre	<p>Devant le Parlement Européen, le président SARKOZY suggère qu'il pourrait continuer à présider l'euro –groupe (au-delà du 1^{er} janvier 2009 : fin de la présidence semestrielle tournante de l'UE) ce qui aurait pour objectif de contourner les deux présidences à suivre : celle exercée par les Tchèques (« euro - sceptiques ») puis celle exercée par les Suédois (non membres de la zone euro).</p> <p>Par ailleurs il propose la création de « fonds souverains européens » pour protéger le capital des entreprises.</p> <p>Ces deux propositions ne semblent pas avoir soulevé l'enthousiasme des partenaires européens de la France et notamment de l'Allemagne.</p>
22 Octobre	<p>Les monarchies du Golfe soutiennent, à leur tour, leurs systèmes bancaires : l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont procédé à des injections de fonds d'un montant cumulé de 10 Milliards de \$.</p>
23 Octobre	<p>En déplacement à Annecy Nicolas SARKOZY annonce :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la disparition de la taxe professionnelle pour les investissements réalisés entre le 23 octobre et le 31 décembre 2009 (coût estimé en année pleine environ 1 milliard d'euros) - la création avant la fin de l'année d'un « fonds stratégique d'investissement » (adossé à la CDC) afin de favoriser l'apport de capitaux aux entreprises petites et moyennes. - désignation de René RICOL comme « médiateur du crédit »
24 Octobre	<p>La crise a coûté 150.000 emplois dans la finance dans le monde (source : Bloomberg)</p> <p>Le FMI accorde un prêt de 2,1 milliards de \$ (1,7 milliard d'euros) à l'Islande (la liste des pays en difficulté s'allonge : Ukraine – Pakistan – Argentine – Hongrie ...)</p> <p>La croissance britannique a été négative de 0,5% entre juillet et septembre</p> <p>Le Ministre Tchèque des Affaires Etrangères (pays qui succèdera à la France pour présider l'UE pour le 1^{er} semestre 2009) estime que « le plan de sauvetage des banques est une entorse aux principes de libre concurrence »</p> <p>Asie : les dirigeants des 13 pays de la région (Chine – Japon – Corée du Sud – Cambodge – Malaisie – Indonésie – Singapour – Vietnam – Philippines – Laos – Thaïlande- Birmanie – Brunei) décident de créer au début de l'année 2009 un</p>

	<p>fonds commun d'échanges de devises doté d'au moins 80 milliards de \$ afin d'unir leurs forces face à la crise financière.</p>
25 Octobre	<p>Sommet Asie- Europe (43 pays réunis à PEKIN) : appels renouvelés à réformer le système financier mondial et ce, dans la perspective du G20, qui doit se réunir le 15 novembre à Washington.</p>
28 Octobre	<p>Le FMI octroie un crédit de 16,5 milliards de \$ à l'Ukraine.</p> <p>La Hongrie devrait obtenir un prêt de 10 milliards de \$ accordé par un consortium dont le FMI</p> <p>L'Etat Belge (après FORTIS – DEXIA – ETHIAS – ING) renforce les fonds propres dans l'urgence du bancassureur KBC en souscrivant à l'émission de 3,5 milliards d'euros.</p> <p>Nicolas SARKOZY annonce « un plan de mobilisation pour l'emploi » basé sur : 100.000 contrats aidés supplémentaires pour 2009 (le PLF en prévoyait 230.000); l'extension du «contrat de transition professionnelle» aux bassins d'emploi en difficulté ; la levée des limites encadrant le recours au travail temporaire; l'ouverture de discussions sur l'extension des services à la personne et le souhait que les négociations ouvertes avec les partenaires sociaux (GPEC – formation professionnelle – assurance chômage) soient conclues à la fin de l'année.</p>
29 Octobre	<p>La Réserve Fédérale Américaine (FED) abaisse d'un demi- point son principal taux directeur désormais fixé à 1%.</p> <p>La Chine et la Norvège abaissent également leur taux</p> <p>La Réserve Fédérale Américaine annonce la signature de 4 nouvelles lignes de swaps en devises de 30 milliards de \$ chacune avec le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud et Singapour.</p>
30 Octobre	<p><i>Le PIB américain a reculé de 0,3% en rythme annuel au cours du troisième trimestre</i></p> <p>Le Japon annonce un plan de relance de 26.900 milliards de Yens (207 milliards d'euros)</p> <p>A la suite d'une perte de 751 Millions d'euros dans le réseau des Caisses d'Epargne le trader Borris PICANO-NACCI est mis en examen.</p>
31 Octobre	<p>Le Directeur Général du FMI propose une nouvelle gouvernance mondiale fondée sur les cinq axes suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) mettre au point un prêt nouveau qui permette de soulager les problèmes de liquidité à court terme 2) augmenter les ressources du FMI 3) tirer les leçons des politiques économiques qui ont conduit à ces bulles à répétition

	<p>4) susciter la mise en place des nouvelles régulations financières élaborées avec le FMI par le « forum de stabilité financière »</p> <p>5) repenser un système mondial plus cohérent</p> <p>La banque du Japon baisse son taux directeur de 0,5% il est ramené à 0,3%.</p>
3 Novembre	<p>La Corée du Sud adopte un plan de soutien de l'économie de 8,8 milliards d'euros.</p> <p>Barclays Bank choisit de faire appel à des investisseurs privés pour 7 milliards de £ plutôt que de recourir à l'Etat.</p> <p><i>France : plan de soutien aux banques : la garantie de l'Etat serait finalement de 265 milliards d'euros (et non 320 comme annoncé initialement)</i></p>
4 Novembre	<p><i>Le démocrate Barak OBAMA remporte les élections aux USA : le nouveau Président entrera en fonction le 20 janvier. Après sa première conférence de presse de « Président élu » des mesures de relance sont envisagées en particulier en ce qui concerne le secteur de l'automobile.</i></p>
6 Novembre	<p>Baisse des taux directeurs de 0,50 point : ils sont désormais à 3,25%. La Banque d'Angleterre réduit le sien de 1,50% ils sont à 3%. La Suisse, le Danemark – la République Tchèque réduisent également leur taux.</p> <p><i>Le FMI réactualise à la baisse ses prévisions économiques : la croissance mondiale passerait de 5% en 2007 ; 3 ¾ en 2008 à 2% en 2009. Pour 2009 les projections du FMI sont de -0,7 pour les USA ; -0,5 pour la zone euro ; -0,5 pour la France.</i></p>
7 Novembre	<p>- Conseil Informel des Chefs d'Etat et de Gouvernement des 27 pays de l'U.E. pour préparer le sommet du G20 du 15 Novembre. Dans cette perspective cinq orientations pour la discussion sont avancées : les agences de notation – les normes comptables – la surveillance des institutions financières – la réduction des prises de risques – le renforcement du rôle du FMI : à suivre</p> <p>- Présentation en France du dispositif de médiation du crédit dont le responsable désigné est René RICOL. La mission de cette médiation est « ouverte à tout chef d'entreprise, artisan, profession libérale, entrepreneur individuel qui rencontre avec sa ou ses banques des difficultés pour répondre à ses problèmes de financement ».</p>
8 Novembre	<p><i>La « société de financement de l'économie française » (Ex « Société de refinancement des activités des établissements de crédit ») lance une première émission de 5 milliards d'euros (d'ici mars elle prévoit d'émettre 25 milliards d'euros). Cette société (la SFEF) est chargée d'émettre au total 265 milliards d'euros afin de pourvoir aux besoins de liquidités des banques.</i></p>
9 Novembre	<p><i>La Chine donne un coup de fouet à son économie avec un plan de relance de 4000 milliards de yuans (461 milliards d'euros)</i></p>

	<p>Les « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine) adoptent une position commune en vue du G20 du 15 Novembre.</p>
<p>10 Novembre</p>	<p>L'assureur allemand ALLIANZ fait état d'une perte de deux milliards d'euros au cours du troisième.</p> <p>Aux USA l'enveloppe destinée à sauver l'assureur AIG de la faillite passe de 85 à 152,5 milliards de \$</p> <p>SANTANDER (solide géant bancaire espagnol) va augmenter son capital de 7,2 milliards d'euros.</p>
<p>11 Novembre</p>	<p>La FED a autorisé American Express à prendre le statut de holding bancaire ce qui lui permettra de bénéficier des apports en capital du plan PAULSON</p>
<p>12 Novembre</p>	<p>Selon le Journal « La Tribune » NATIXIS aurait perdu 1 milliard d'euros sur les marchés</p> <p><i>Plan PAULSON (« Version 3 » !) : la réorientation de ce plan permettra de prendre une participation directe dans le capital des banques : ainsi sur un total de 350 milliards de \$ 250 seront consacrés à ces investissements directs.</i></p> <p>La Commission Européenne propose de réglementer les agences de notation en s'appuyant notamment sur une procédure d'enregistrement.</p> <p>Le groupe d'experts de haut niveau sur la supervision financière, présidé par Jacques de LAROSIERE, tient sa première réunion.</p> <p>ING affiche une perte nette de 478 millions d'euros au 3^{ème} trimestre</p> <p>Les banques populaires et les Caisses d'Epargne –malgré de sérieux problèmes – ont signé, dans le cadre de leur projet de fusion, un protocole d'accord pour la fusion de leurs organes centraux.</p>
<p>14 Novembre</p>	<p><i>En première estimation le PIB allemand a reculé de 0,5% au troisième trimestre après -0,4% au cours du second trimestre</i></p> <p>CAYLON (filiale de banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole) affiche une perte de 226 Millions d'euros au cours du troisième trimestre.</p> <p><i>En France au cours du troisième trimestre la croissance serait de + 0,14% (après - 0 3% au cours du second trimestre).</i></p>
<p>15 Novembre</p>	<p><i>Réunion à Washington du « G20 » (Afrique du Sud – Allemagne - Arabie Saoudite – Argentine – Australie – Brésil – Canada- Chine - Corée du Sud – Etats – Unis – France - Italie – Inde- Indonésie – Japon – Mexique - Royaume – Uni- Russie - Turquie - Union Européenne -)</i></p> <p><i>Ces pays représentent ensemble 85 % de la richesse mondiale.</i></p>

	<p>Ce sommet a jeté les bases d'une réforme du système financier international</p> <p>La déclaration (et les principes communs) adoptée se prononce sur la nécessité de « coopérer pour restaurer la croissance mondiale » ; de stabiliser le système financier ; d'utiliser les mesures budgétaires pour stimuler la demande ; d'aider les économies émergentes pour accéder aux financements ; l'importance du soutien de la politique monétaire ; d'apporter au FMI et à la Banque mondiale les mesures suffisantes.</p> <p>Le plan d'action distingue les « actions immédiates d'ici le 31 mars 2009 » des « actions à moyen terme ».</p> <p>Ces actions portent sur les normes comptables ; les recommandations à faire afin d'atténuer la procyclicité d'un certain nombre de mesures ; la régulation ; les agences de notation ; le renforcement des dispositifs de gestion des crises transfrontières ; le renforcement du rôle du FMI.</p> <p>En résumé un sommet utile : il reste maintenant à savoir si les experts tiendront leurs rôles, répondront aux attentes et, si les agendas seront respectés : à suivre. Le FMI accorde au PAKISTAN une ligne de crédit de 7,6 milliards de \$ sur 23 mois.</p>
16 Novembre	L'Italie (entrée en récession début novembre) annonce un plan de relance de 80 milliards d'euros pour financer notamment des grands travaux en s'appuyant sur les financements des fonds européens.
17 Novembre	<p>DEXIA a perdu 1,54 milliard d'euros au troisième trimestre</p> <p><i>Le Japon entre –pour la première fois depuis 2001 – en récession : PIB en recul de 0,4% au 3^{ème} trimestre après -0,1% au 2^{ème} trimestre.</i></p> <p><i>CITIGROUP après avoir supprimé 23.000 postes cette année (soit un peu plus de 6 % de ses effectifs) annonce un plan supplémentaire de réduction de 52 .000 emplois. La crise aura fait maigrir les effectifs de ce géant américain de 20%. Ses pertes sur les « produits toxiques » dépassent 20 Milliards de \$ (15,8 milliards d'euros).</i></p>
18 Novembre	La banque publique allemande kfW a essuyé une perte de 1,8milliard d'euros au cours des neuf premiers mois de l'année.
19 Novembre	Le projet de loi rectificative pour 2008 révisé en hausse à 51,4 milliards d'euros le déficit budgétaire
20 Novembre	<p>Selon une première version du programme de financement de l'Etat les émissions de dette à moyen et long terme pourraient atteindre 135 milliards d'euros en 2009 (après 116,5 en 2008). En 2009 les émissions de l'AFT (Agence française du Trésor) entreront alors en concurrence avec celles de la « Société de financement de l'économie »</p> <p>N.SARKOZY annonce les modalités concernant la création d'un « fonds</p>

	<p>stratégique d'investissement » (FSI). Il sera doté de 20 milliards d'euros et détenu à 51 % par la CDC et à 49% par l'Etat (ce qui placera ce fonds au 18^{ème} rang du secteur).</p> <p>Dans l'immédiat sa capacité d'investissement ne sera que de 6 milliards, les 14 autres milliards proviendront des participations existantes de l'Etat (dans Air France – Renault – France Télécom – les Chantiers de l'Atlantique). Ce fonds aura vocation à acquérir des participations et à investir notamment dans des PME à fort potentiel de croissance. <i>On peut se demander si la création de ce fonds était bien nécessaire compte tenu des interventions déjà existantes de la CDC (?)</i></p> <p>La Banque Nationale Suisse réduit ses taux de 1%.</p> <p>La majorité des représentants des 27 Etats membres de l'U.E. a adopté un compromis sur le projet de directive »Solvabilité 2 « qui déterminera les futures exigences prudentielles dans l'assurance. Ce projet fait l'objet de controverses de la part de certains acteurs (mutualistes et grands acteurs internationaux du secteur).</p> <p>Selon les données collectées par le Cabinet PROXINVEST la rémunération globale (fixe, variable, avantages en nature, stock options et actions gratuites) des dirigeants du CAC40 a augmenté de 6,36% en 2007 par rapport à 2006. Cette rémunération moyenne se situe à 4,7 millions d'euros en moyenne (soit précise un « grand quotidien du soir » 275 fois le SMIC)</p> <p><i>La Commission Européenne approuve les aides conjointes de la Belgique, de la France et du Luxembourg pour le sauvetage de DEXIA (en vertu de l'article 87.3b du Traité) et ce pour une durée de six mois.</i></p> <p>Les parlementaires européens approuvent la proposition de la Commission d'augmenter de 12 à 25 milliards d'euros le plafond du règlement d'assistance financière aux Etats membres situés hors de la zone euro connaissant des difficultés affectant leurs balances des paiements.</p>
23 Novemb	<i>Le gouvernement américain apporte sa garantie à hauteur de 306 milliards d'actifs (243 milliards d'euros) au géant CITIGROUP et injecte 20 milliards de capital.</i>
24 Novembre	Le gouvernement britannique continue à « faire cavalier seul » au sein de l'Europe : il annonce un plan de relance de 15 milliards de £ (17,8 milliards d'euros) soit 1% du PIB avec notamment deux mesures : une baisse de la TVA de 17,5% à 15% et une hausse de 40 à 45 % du taux d'imposition pour les 300.000 personnes qui gagnent plus de 150.000£ par an (cette mesure ne sera toutefois applicable qu'après les élections en 2011).
25 Novembre	Selon les statistiques publiées par le Ministère du Logement : à fin octobre la construction des logements est en repli de 20,6% sur un an quant à la vente de logements commercialisés par les promoteurs elle est en repli de 44 % sur un an.
26 Novembre	José Manuel BARROSO – Président de la Commission Européenne- présente un plan de 200 milliards d'euros (soit 1,5 % du PIB de l'U.E.). <i>Au-delà des chiffres importants annoncés, il s'agit pour une large part de</i>

	<p><i>l'agrégation des plans nationaux pour la plupart déjà engagés et de ressources communautaires (30 milliards) qui ne sont pas toutes nouvelles. Quoiqu'il en soit ce plan doit être approuvé –ou aménagé- lors du Conseil Européen des 11 et 12 décembre.</i></p> <p>La CES « accueille avec satisfaction le fait que la Commission ait élaboré un plan dans lequel les mesures destinées à stimuler l'élément demande de l'économie ».</p>
27 Novembre	<p>Selon les chiffres du Ministère de l'Economie le nombre de chômeurs a progressé en octobre de 46.900. La barre « symbolique » des 2 Millions de chômeurs est franchie.</p> <p>Madrid annonce son intention de participer au plan de relance européen à hauteur de 11 milliards d'euros soit 1,1 % du PIB (2/3 de cette somme seront consacrées au financement d'équipements publics)</p>
28 Novembre	<p><i>Selon des données de Bloomberg, les principales banques françaises avaient à la mi-novembre passé 25 milliards de \$ de dépréciation d'actifs contre 40 pour l'Allemagne, près de 62 pour la Suisse, 64 au Royaume Uni et 387 aux USA.</i></p> <p>Le gouvernement italien présente un «plan anti- crise» qui devrait s'élever entre 4 et 5 milliards d'euros soit moins de 0,5% du PIB.</p> <p><i>L'Etat britannique a acquis 57,9% du capital de Royal Bank of Scotland. Cette nationalisation de fait est la 3^{ème} après Northern Rock et Bradford et Bingley.</i></p> <p>L'adjudication annuelle des prêts locatifs sociaux (PLS) a été peu concluante : sur une enveloppe de crédits de 1,2 milliards d'euros proposée par l'Etat aux établissements de crédit, la moitié seulement a trouvé preneur.</p>
30 Novembre	<p>La Commission Européenne semble prendre son temps pour donner son accord au « plan de recapitalisation » des banques françaises : son Président J.M. BARROSO déclare lors du grand jury RTL – LCI – Le Figaro : « si on accepte qu'un pays donne des milliards à ses banques cela pose un problème de concurrence déloyale »</p>
1 ^{er} décembre	<p>La Pologne prépare un plan anti- crise de 91,3 milliards de zlotys (24,1 milliards d'euros).</p> <p>Le Comité de Bâle lance une consultation sur le traitement de la juste valeur.</p> <p>Bayern LB (établissement public bavarois) va obtenir une aide de 30 Milliards d'euros de la part des autorités allemandes.</p>
2 décembre	<p>Le dispositif de médiateur du crédit livre des résultats mitigés (AGEFI) : 1.540 dossiers sont en cours d'analyse mais seulement 10% de ceux-ci refléteraient un changement d'attitude de la part des prêteurs</p> <p>Les Ministres des Finances de l'U.E. ont convenu d'augmenter le capital de la BEI de 67 milliards d'euros afin qu'elle puisse financer des projets dans divers secteurs pour lutter contre la récession.</p> <p>Par ailleurs, le feu vert a été donné à une révision de la directive OPCM (dite Ucits 4). Le Conseil de l'UE a de plus décidé de rendre plus facile les procédures de</p>

	<p>changement de banque.</p> <p>Le Conseil de l'ECOFIN de ce jour a sur la table trois propositions législatives : la révision de la directive fonds propres des banques (CRD) ; la révision de la directive sur les mécanismes de garantie des dépôts ; la directive sur les règles prudentielles applicables aux assurances (Solvabilité II)</p>
3 décembre	<p>La Banque Postale s'est aussi fait piéger par la faillite de Lehman Brothers de 70 millions d'euros (ce qui représente toutefois un faible montant des ressources de la banque (70 milliards d'euros de liquidités)</p> <p>G8 Patronal : un communiqué de ce sommet indique notamment que : « la crise ne remet pas en cause les fondements de l'économie de marché » ; « seules les entreprises ont la capacité de sortir nos économies de la récession » et appelle « à la conclusion rapide des négociations de l'OMC »</p>
4 décembre	<p>Feu vert de Bruxelles au rachat de FORTIS par BNPPARIBAS sous réserve que celle-ci cède sa filiale belge de crédit à la consommation.</p> <p>Politiques monétaires : la BCE réduit son taux directeur de $\frac{3}{4}$ de points : celui est désormais fixé à 2,50%. La Banque d'Angleterre – BoE- réduit son taux de 1%. Il est désormais fixé à 2%. La Banque Suédoise – Riksbank- réduit son taux de 1,75%.</p> <p><i>Plan français de relance économique : Nicolas SARKOZY présente à DOUAI un plan de relance économique de 26 milliards d'euros (1,3 % du PIB) sur deux années. Ce plan s'appuie sur deux piliers principaux : le soutien à la trésorerie des entreprises et la relance de l'investissement public.</i></p> <p>Les mesures se décomposent en plusieurs volets : entreprises (11,4 milliards de remboursement par l'Etat) ; investissements publics (10,5 dont les 2/3 en 2009) ; automobiles et logement (2 milliards) ; emploi (1,2 milliard) ; prime de solidarité (760 Millions).</p> <p>Les interrogations, critiques, suggestions émises sur ce plan portent sur divers aspects : l'insuffisance globale du plan ou / et la nécessité d'un plan complémentaire ; l'absence manifeste de coordination européenne ; le coût pour les finances publiques (15,5 milliards d'euros) ; l'absence globale de mesure pour les ménages ; l'exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de 10 salariés.</p> <p>A suivre : Nicolas SARKOZY a par ailleurs nommé Patrick DEVIEDJAN (ex S.G. de l'UMP) Ministre pour suivre la bonne exécution de ce plan.</p>
9 décembre	<p>Selon les données publiées par les Douanes, le déficit commercial de la France a atteint un niveau record de 7,066 milliard en Octobre ; ce déficit sera probablement de 60 milliards sur l'ensemble de l'année. Quant au déficit du budget de l'Etat il s'élève à 60,7 milliards sur 10 mois.</p> <p>Natixis a dévoilé de nouveaux ajustements de son plan de restructuration : les suppressions de postes de 1650 postes annoncées en mai sont portées à 2100 (soit 10 % du le groupe).</p>

	<p>Bruxelles accepte le plan de « supplément » de fonds propres des banques « visant à mieux financer l'économie ».</p> <p>Accord de principe entre la Maison Blanche et le Congrès pour sauver l'automobile a hauteur de 15 milliards de \$ (11,5 milliards d'euros)</p>
11 décembre	<p><i>Suite à la décision de Bruxelles : l'Etat va injecter –à travers la Société de prise de participations de l'Etat- 10,5 milliards d'euros sous la forme de titres de dette subordonnée (après la décision de Bruxelles l'apport d'argent public ne pourra toutefois pas excéder globalement 21 milliards au lieu des 40 prévus initialement).</i></p> <p>Selon le Cabinet de recrutement « Challenger, Gray et Christmas » : 220.506 emplois ont été détruits dans la finance aux USA. Selon cette fois Thomas PHILIPPON (Professeur à l'Université Stern de New York) le secteur financier devrait détruire entre 1 et 1,4 million d'emplois dans le monde du fait de cette crise dont 700.000 aux USA.</p> <p>Présentation, par la Ministre de l'Economie et des Finances, de la directive européenne sur le crédit à la consommation adoptée le 23 avril 2008 qui doit être transposée au plus tard le 11 juin 2010. Celle-ci prévoit notamment un encadrement de la publicité, la création d'une information précontractuelle standardisée et l'extension du délai de rétractation de 7 à 14 jours.</p>
11/12 décembre	<p><i>Conclusions du Conseil Européen : le Conseil :</i></p> <p><i>-adopte le plan de relance de l'économie européenne (équivalent à environ 1,5% du PIB de l'UE) : ce plan « constitue le cadre commun des efforts entrepris par les Etats membres »</i></p> <p>- « exhorte les banques et institutions financières à utiliser pleinement les facilités qui leur sont accordées pour maintenir et soutenir les crédits à l'économie »</p> <p>- « souhaite que les négociations avec le Parlement européen aboutisse rapidement concernant les directives sur : les exigences de fonds propres des banques, la solvabilité des compagnies d'assurance, les OPCVM et la protection des dépôts »</p> <p>-« appelle à des décisions rapides sur les agences de notation, la supervision financière et les normes comptables »</p> <p>La Cour d'Appel de Bruxelles considère qu'il y a eu un défaut d'information des petits actionnaires concernant la reprise des activités belges et luxembourgeoises de Fortis par BNPP : selon cette dernière le projet n'est pas pour autant remis en cause.</p>
12 décembre	<p><i>Le parquet de New York et le FBI ont annoncé l'arrestation de Bernard MADOFF – Conseiller en investissements à Wall Street et ancien PDG de la Bourse Nasdaq- : il est accusé d'avoir monté une gigantesque fraude portant sur quelque 50 milliards de \$ (...)</i></p>

13 décembre	Le plan proposé par le Congrès visant à renflouer les trois grands constructeurs automobiles a été refusé par le Sénat.
14 décembre	BNPP indique dans un communiqué « qu'elle n'a fait aucun investissement pour compte propre dans les hedge funds gérés par B. MADOFF toutefois elle précise qu'elle est exposée en risques du fait de ses activités de marché ayant investi dans les hedge funds en question à hauteur de 350 Millions d'euros.
15 décembre	Le gouvernement belge introduit un recours après une décision de justice qui visait à geler le démantèlement de FORTIS et sa reprise pour partie par BNPP. Jean-Pierre JOUYET succède à Michel PRADA à la tête de l'AMF
16 décembre	Goldman Sachs a publié une perte de 2,12 milliards de \$ au cours du quatrième trimestre au 4 ^{ème} trimestre clos fin novembre. <i>La FED ramène son taux directeur dans une fourchette de 0 à 0,25% soit son plus bas niveau historique depuis 1954. A noter que du fait de ses interventions massives la FED a accepté une explosion de son bilan passé de 995,6 milliards de £ à 1 mi-septembre à 2.262,3 au 10 décembre.</i> <i>BNPP a annoncé une perte de sa branche banque de financement : cette perte serait selon la presse financière- de 1,58 milliard d'euros sur deux mois. Toutefois selon certaines estimations le groupe serait cependant bénéficiaire sur l'année de 5,6 milliards d'euros : à suivre, à confirmer ou infirmer. Le communiqué de la banque indique qu'une réduction des effectifs de 5% au niveau mondial « va être mise à l'étude ».</i>
17 décembre	<i>Le Ministre du Budget – Eric WOERTH- annonce à l'Assemblée Nationale une prévision de déficit de 79,3 milliards en 2009 (après avoir annoncé en septembre 52,1)</i> La Commissaire Européenne à la Concurrence – Neelie KROES- présente une révision temporaire des règles européennes sur les aides aux entreprises. En France les prix à la consommation ont baissé de 0,5% en Novembre. <i>Affaire MADOFF : l'exposition des banques françaises est estimée ce jour à 1,073 milliard d'euros (dont 450M pour Natixis – 350 pour BNPP - - 163 pour DEXIA) ; les principales victimes de la fraude seraient (en milliards de \$) : Fairfield Greenwich Advisors (fonds d'investissement américain pour 7,5) – Tremont Capital Management (fonds d'investissement américain pour 3,3) – Santander (Banque espagnole pour 3,2). Publication par l'AMF (disponible sur le site) d'une recommandation concernant l'affaire MADOFF.</i>
18 décembre	<i>Le Parlement européen a adopté le relèvement du seuil de garantie des dépôts bancaires au sein de l'U.E. : ce montant passera de 20.000 à 50.000 euros à partir de juillet 2009 puis à 100.000 à partir de fin 2010. Cette directive concernera les épargnants individuels mais également les PME et autorités locales.</i> Réunion informelle des Ministres en charge de l'économie et des finances de l'U.E. afin de préparer le prochain G20 : à l'ordre du jour : les « juridictions non

	<p>coopératives » (comprendre les paradis fiscaux) ; les ressources du FMI ; la mise en place d'un système d'alerte précoce sur les risques financiers au niveau international.</p> <p>France : « La Poste » sera transformée en société anonyme à capitaux publics (avec au capital l'entrée probable de la CDC très sollicitée par ailleurs).</p> <p>Affaire MADOFF : l'AMF publie un second communiqué dans lequel elle indique que : « la quasi-totalité de l'exposition des OPCVM ne concerne pas le grand public »</p> <p>Cinquième réunion du « Haut Comité de place » avec notamment le lancement de « l'Institut européen de la régulation financière » qui sera chargé d'assurer des missions de formation et d'échanges entre régulateurs et professionnels, européens et mondiaux.</p> <p>Belgique : le Président de la Cour de Cassation –Ghislain LONDERS- dans une lettre au Président de la Chambre des députés laisse entendre que le Cabinet du 1^{er} Ministre –Yves LETERME- a voulu peser sur la Cour d'Appel de Bruxelles en ce qui concerne les conditions de cession de FORTIS.</p>
19 décembre	<p>France : le Conseil des Ministres examine les dispositions législatives et réglementaires qui permettront de mettre en œuvre le « plan de relance de l'économie française »</p> <p><i>Selon l'INSEE : le PIB chuterait de 0,8% au cours du 4^{ème} trimestre ; 214 .000 emplois supplémentaires auraient été détruits au cours des six premiers mois.</i></p> <p><i>USA : Le Président américain accorde un prêt de 17,4 milliards de \$ à Général Motors et à Chrysler.</i></p> <p><i>Belgique : Affaire FORTIS / BNPP : suite au courrier du Président de la Cour de Cassation Yves LETERME 1^{er} Ministre présente la démission de son gouvernement au Roi Albert II.</i></p>
21 décembre	<p>L'Irlande injecte 5,5 milliards d'euros dans trois des principales banques du pays : Anglo Irish Bank –dont l'Etat prend le contrôle- ; Bank of Ireland et Allied Irish Bank.</p>
23 décembre	<p>René Thierry Magon de La VILLEHUCHET -financier français arrivé aux USA dans les années 80 – gestionnaire d'un fonds ayant investi dans les fonds MADOFF se donne la mort.</p>
24 décembre	<p>FORTIS inscrit une perte de change de 295 M d'euros suite à la vente de £ et de \$.</p> <p>Interview de Olivier BLANCHARD – Chef Economiste du FMI – dans le Journal « Le Monde » : « La crise est d'une amplitude exceptionnelle dont la principale composante est un effondrement de la demande » ... « Il faut utiliser les outils monétaires et budgétaires ... réparer le système financier ... il faut tout faire pour</p>

	éviter une nouvelle grande dépression ... par une expansion budgétaire de 2% »
25 décembre	La FED accorde à GMAC (filiale financière de General Motors) le statut de banque afin de pouvoir bénéficier du programme de sauvetage du secteur financier voté en Octobre par le Congrès.
26 décembre	Selon Bercy la dette publique atteindra 69,1% du PIB en 2009 contre 66,7% cette année. La £ enfonce un nouveau plancher vis-à-vis de l'euro.
28 décembre	France : le budget 2009 publié au J.O. prévoit pour l'an prochain un déficit public de 3,9 % du PIB.
29 décembre	Dans un article publié dans le Journal « Les Echos » le Directeur Général du FMI relate le G20 du 15 novembre et conclut en ces termes : « le texte du G20 comprend plus de décisions que tous les communiqués émis depuis le début de la crise ; un seul problème <i>mais</i> de taille, la mise en œuvre depuis laisse pour le moins à désirer »
31 décembre	<i>Selon les statistiques de l'ANPE et de la DARES pour novembre on observe une remontée importante du chômage de plus 160.000 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis le mois d'août. Le chômage est désormais à 8,5% soit un total de 2.068 millions de demandeurs d'emplois de catégorie 1.</i> <i>Au cours de l'année 2008 le CAC 40 a plongé de 42,68 %.</i>

2009

Date	Objet
1 Janvier	Le livret A est désormais distribué par toutes les banques La Slovaquie entre dans l'euro
5 Janvier	La FED lance un plan de soutien à l'immobilier avec le rachat de créances hypothécaires destiné à relancer le marché du crédit pour le logement <i>Allemagne : la grande coalition est parvenue à un accord pour un second plan de relance d'un montant de 50 milliards d'euros étalé sur deux ans</i>
6 Janvier	Brésil : bonne santé de l'économie brésilienne : à fin 2008 les réserves de change atteignaient le montant historique de 207 milliards de \$; le déficit budgétaire représente seulement 0,4 % du PIB ; le taux de chômage est de 7,5% de la population active (contre 13,5 % en 2003). Le gouvernement de Luiz Inacio LULA da SILVA annonce la création d'un fonds souverain doté dans un premier temps de 4,4 milliards d'euros.
7 Janvier	<i>Début de l'examen du « plan de relance » à l'Assemblée Nationale (ce sera le troisième collectif budgétaire en trois mois !) : cet examen doit s'achever en principe le 12 janvier puis être transmis au Sénat (examen prévu du 21 au 23 janvier).</i>

